

Une affaire de corruption menace le pouvoir tchèque

L'opposition veut censurer le premier ministre, Andrej Babis, accusé d'avoir détourné des fonds européens

PRAGUE, BRNO (REPUBLIQUE TCHÈQUE) - *envoyé spécial*

L'affaire est particulièrement sordide. Lundi 12 novembre, le site Internet Seznam Zprávy a publié l'interview exclusive d'Andrej Babis junior, fils du premier ministre tchèque populiste (ANO, Action des citoyens mécontents), Andrej Babis. L'homme, âgé de 35 ans, s'est livré à un témoignage à charge contre son père. Tous deux sont mis en examen depuis 2017 dans le cadre d'une enquête pour détournement de fonds européens, surnommée « Nid de cigogne ».

M. Babis junior a accusé son père, un milliardaire entré en politique en 2013, à la tête jusqu'en 2017 d'un groupe agroalimentaire appelé Agrofert, d'avoir orchestré son enlèvement par plusieurs de ses collaborateurs, qui l'auraient conduit en Crimée, avant qu'il ne réussisse à gagner la

Suisse, pays dont il a la citoyenneté et où il réside désormais. Il a aussi admis avoir signé un document en lien avec le dossier qui lui vaut des ennuis judiciaires, sans comprendre ce qu'il paraphait.

Les citoyens tchèques connaissent bien cette sombre histoire du « Nid de cigogne » : elle fait la « une » des journaux depuis de nombreux mois. Ce drôle de nom est accolé à un luxueux complexe hôtelier de loisirs, d'équitation et de conférences, une propriété de M. Babis à l'architecture audacieuse, puisque l'un des bâtiments reproduit à grande échelle les édifices de branches construits par les échassiers.

Érigé à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Prague à partir de 2007, l'établissement repose sur des bases juridiques aujourd'hui contestées. La justice soupçonne Andrej Babis d'avoir séparé ce projet de son conglomérat pour le réintégrer par la suite, dans l'unique but de béné-

ficier d'une aide de 2 millions d'euros, sous forme de fonds européens destinés aux petites et moyennes entreprises.

Son immunité parlementaire avait été levée en janvier, ce qui ne l'a pas empêché de former un gouvernement minoritaire, grâce au soutien du Parti social-démocrate (CSSD), au mois de juillet. Depuis, il dément toute irrégularité.

Risques de conflits d'intérêts

En réaction aux allégations de son fils, le premier ministre a officiellement affirmé qu'Andrej Babis junior était « malade psychologiquement ». Parlant d'une « campagne » dirigée contre sa personne, il a également démenti tout enlèvement. « Le parquet possède les informations nécessaires concernant le lieu de résidence et l'état de santé de mon fils », a-t-il expliqué.

Sa mise au point n'a pas empêché six partis de proposer le lancement d'une motion de censure contre lui. Le vote devrait avoir

lieu la semaine prochaine. Au Parlement, l'opposition dispose de 92 sièges. Il faudrait qu'elle réussisse à convaincre neuf députés supplémentaires de renverser l'exécutif.

L'initiative est soutenue par Transparency International (TI). Pour David Ondracka, le directeur du bureau de TI à Prague, l'affaire du « Nid de cigogne » n'est que le symptôme du mal guettant la République tchèque depuis que M. Babis, deuxième fortune du pays selon le magazine *Forbes*, a intégré le cercle des grands fauves de la vie politique nationale.

Le 19 septembre, M. Ondracka a adressé une lettre à la Commission européenne, pour l'alerter des risques graves de conflits d'intérêts encourus. « Nous craignons que M. Babis utilise ses fonctions politiques pour recevoir encore plus de fonds européens », dit-il. En février 2017, il a transféré ses actifs au sein d'Agrofert dans deux trusts, en affirmant qu'il n'en

Le premier ministre a affirmé que son fils, qui l'accuse d'avoir orchestré son enlèvement, est « malade psychologiquement »

était plus propriétaire. Mais nous continuons de penser qu'il en est toujours le bénéficiaire final. Agrofert est l'un des principaux bénéficiaires de fonds européens destinés à l'agriculture. »

M. Ondracka dénie au premier ministre tchèque le droit de négocier le budget pluriannuel de l'UE, en tant que membre du Conseil européen, tout comme Zuzana Vlasatá, une journaliste d'investigation travaillant pour le site Internet *Deník Referendum*, auteure

d'une enquête poussée sur l'empire économique d'Andrej Babis, devenu « le plus grand propriétaire terrien de l'histoire de notre pays ». L'actuel premier ministre, selon M^{me} Vlasatá, « a influencé les partis politiques qui étaient au pouvoir jusqu'en 2013 en faisant en sorte qu'ils favorisent son business. Lorsque ces formations traditionnelles sont tombées en disgrâce à cause de plusieurs affaires, il s'est dit que le meilleur moyen de préserver ses intérêts privés était d'incarner lui-même l'alternative. »

Son profil controversé ne semble pas gêner Emmanuel Macron. Le 10 novembre, le parti La République en marche a déclaré son intention de faire front commun avec l'Alliance des libéraux et des démocrates en Europe (ALDE) en vue des élections européennes de mai 2019. Or, ANO est membre de l'ALDE. Ce cousin de l'Est pourrait, dans les mois qui viennent, se révéler encombrant. ■

BLAISE GAUQUERLIN